

L'Argentine: Le retour des Gorilles?



Par Guillermo Alvarado

Après deux mois de gouvernement de Mauricio Macri en Argentine, le ton arrogant de l'exécutif, la vague de licenciements sans précédents et les actions des groupes violents à caractère extrémiste justifient les inquiétudes qui surgissent et la question que se posent davantage de gens: sommes nous en présence dans ce pays sud-américain de l'avènement d'un régime répressif, similaire aux dictatures militaires des années 70 et 80 du siècle dernier?

Peu de fois on a assisté à une telle attaque contre des mesures de bénéfice populaire adoptées par un gouvernement antérieur, comme le fait celui de Macri qui est arrivé au pouvoir avec son mot d'ordre "Changeons" même si nombreux ne s'attendaient pas à ce que ce changement soit si profond et radical. Jusqu'au présent, 108 000 postes de travail ont été supprimés. La justification avancée par le président provoquerait le rire s'il ne s'agissait pas d'une question si sérieuse. Le chef de l'état a prétendu que la faute de ces licenciements revenait au gouvernement de Cristina Fernández, qui a laissé un pays pauvre et avec des problèmes.

Pauvres et avec des problèmes seront ces 108 000 employés et leurs familles dont les revenus étaient assurés et qui doivent maintenant, faire face depuis les rangs des chômeurs, au renchérissement des services d'électricité et de gaz et à la hausse de l'inflation.

On enlève aux riches les impôts, aux pauvres, on leur enlève leurs travaux. Voilà l'équation des temps de changement en Argentine. Ce serait bien que les peuples de Notre Amérique tiennent compte de cela, qui est l'essence de la dite «restauration conservatrice » que la droite promeut en fanfarre.

Il y a d'autres aspects qui préoccupent aussi dans l'attitude des nouvelles autorités. La poursuite des dirigeants sociaux qui sont à la tête des protestations contre les atrocités commises par ce gouvernement.

C'est le cas par exemple de la leader indienne Milagro Sala, capturée dans la province de Jujuy. Cette femme est députée au Parlement du Mercosur, accusée de prétendus délits d'instigation à commettre des actes illicites.

Avec cette arrestation, les lois argentines, la Constitution et le Code Penal ont été violés, certes, mais ce qui est plus grave encore, on assiste à une tentative de criminaliser les protestations sociales, tout comme sous les dictatures militaires en Argentine lorsque être leader syndical, communautaire ou étudiant était plus dangereux qu'être voleur ou assassin.

C'est dans ce contexte que le logement d'Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix a été saccagée et détruite par des groupes néo-fascistes qui agissent en toute impunité.

Cet activiste et défenseur des droits de l'homme avait dénoncé le regain avec force de ces bandes dans plusieurs points du pays, sans qu'aucune action énergique contre eux n'ait été prise jusqu'à maintenant.

Selon plusieurs firmes de sondages, dont Poliarca et Haime & Asociados, le taux de popularité du gouvernement de Macri est tombée de 12 à 9 points depuis décembre, alors que l'opposition à son gouvernement a augmenté de 20 à 32%, ce qui vient démontrer que le changement, selon sa vision particulière, ne soulève pas un grand enthousiasme parmi les Argentins.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/86692-largentine-le-retour-des-gorilles>



Radio Habana Cuba